



Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la
Chambre des Député-e-s

Luxembourg, le 17 juin 2015

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément au règlement de la Chambre des Député-e-s, je me permets de poser une question parlementaire concernant les membres actifs féminins dans les corps de sapeurs-pompiers à Monsieur le **Ministre de l'Intérieur**.

À l'occasion de la Journée internationale de la Femme 2013, le Ministère de l'Égalité des chances (MEGA) avait lancé l'initiative « *D'Fraen am Rettungswiesen: mir sinn dobaï!* ». Cette campagne avait pour objectif d'encourager les femmes à s'engager davantage dans les services de secours, y inclus les corps de sapeurs-pompiers. Les rapports annuels¹ sur les effectifs des différents corps de sapeurs-pompiers, publiés par la Fédération Nationale des Corps de Sapeurs-Pompiers du Grand-duché de Luxembourg, n'incluent cependant pas de statistiques sur le genre des membres actifs au sein de chaque corps, sauf pour les sections des jeunes « *Jugendpompjeeën* ».

Selon mes informations, un corps de sapeurs-pompiers du Grand-Duché semble ne pas accepter des membres actifs féminins.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

1. **L'impact de la campagne du MEGA sur l'engagement des femmes dans les services de secours et plus particulièrement dans les corps de sapeurs-pompiers a-t-il été analysé ?**
2. **Quelle est l'évolution du nombre d'hommes et de femmes actifs au sein des différents corps de sapeurs-pompiers dans les années 2012, 2013 et 2014 ?**
3. **Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'un, voire plusieurs corps de sapeurs-pompiers n'acceptent pas de femmes comme membres actifs ? Dans l'affirmative, ce refus n'est-il pas contraire à la législation en vigueur et au principe d'égalité devant la loi ?**

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.


Josée LORSCHÉ
Députée

¹ <http://www.pompjeesverband.lu/content2/menu/left/122>



Le Ministre

Luxembourg, le 17 juillet 2015



A
Monsieur le Ministre aux Relations
avec le Parlement

Service Central de Législation
43, Boulevard F.D. Roosevelt
L-2450 Luxembourg

Concerne : Question parlementaire N° 1219 de Madame la Députée Josée Lorsché

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la réponse de Monsieur le Ministre de l'Intérieur à la question parlementaire reprise sous rubrique que je vous prie de transmettre à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma parfaite considération.

Le Ministre de l'Intérieur


Dan Kersch

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: 22 JUL. 2015	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	

**Réponse de M. le Ministre de l'Intérieur, Dan KERSCH,
à la question parlementaire n° 1219 de Madame la Députée Josée LORSCHÉ
concernant les membres actifs féminins dans les corps de sapeurs-pompiers**

Dans sa question parlementaire, Madame la Députée réfère à une campagne lancée conjointement par le Ministère de l'Égalité des Chances et le Ministère de l'Intérieur dans le cadre de la Journée internationale de la femme, le 8 mars 2013. La campagne consistait en des démonstrations de sauvetage effectuées par des membres actifs féminins des services de secours sur la place Guillaume à Luxembourg-Ville et en une table ronde organisée au Cercle Cité.

Il n'y a pas eu d'analyse spécifique concernant l'impact de cette campagne sur l'engagement des femmes dans les services de secours.

En ce qui concerne les corps de sapeurs-pompiers, le nombre de membres féminins a évolué comme suit dans les années 2012 à 2015 :

Année	Membres actifs	Vétérans	Membres inactifs	Jeunes pompiers	Total
2012	589	31	22	310	952
2013	534	30	54	300	918
2014	532	34	76	318	960
2015	528	34	79	319	960

Le Ministère de l'Intérieur n'a pas de connaissance que des corps de sapeurs-pompiers n'accepteraient pas des femmes comme membres actifs et aucune réclamation dans ce sens n'a été portée à sa connaissance. Un tel comportement serait en effet contraire à la législation en vigueur et au principe d'égalité devant la loi.